

Sous Macron, des jardins ouvriers piétinés

Malgré le début des travaux et la destruction des parcelles, les défenseurs des jardins ouvriers d'Aubervilliers ne désarment pas. Lors d'un bref blocage du chantier, ils confient leur défiance envers les politiques et la présidentielle, ne voyant de salut possible que dans la mobilisation collective.

❑ Notre "tour des luttes"¹ — Sous la présidence d'Emmanuel Macron, de nombreuses résistances ont émergé contre des mesures et des projets anti-écologistes. À la fin de son mandat, où en sont ces combats emblématiques contre le bétonnage, le nucléaire, le consumérisme ou les inégalités ? Quel bilan du quinquennat dressent les activistes ? Qu'attendent-ils des échéances électorales à venir ? À l'approche de l'élection présidentielle, Reporterre est allé rencontrer celles et ceux qui résistent.



Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), reportage - Le téléphone vibre.

"Rendez-vous devant le ****, vendredi à 5 h 30 du matin."

Le jour J, les métros parisiens dorment encore. Au terminus du Noctilien N42, un homme reste immobile, affalé entre deux sièges. L'agent de la RATP décide de tambouriner sur la vitre pour sortir l'inconnu des bras de Morphée. Éclairée par un lampadaire, une jeune femme patiente devant les grilles d'un laboratoire d'analyse médicale. "Test PCR sans rendez-vous, à partir de 7 heures", indique une feuille A4 scotchée sur la devanture. Plus loin, tapies dans l'ombre, trois personnes attendent déjà au point de rassemblement. Toutes de noir vêtues, elles passeraient presque inaperçues.

Une demi-heure s'écoule, dans le silence de la nuit. Les militants arrivent au compte-goutte, formant bientôt une belle cohorte. Il est 5 h 55, l'heure du dernier briefing :

"On se sépare en petits groupes pour ne pas attirer l'attention et on se rejoint vite à l'endroit prévu", chuchote le meneur au cercle d'oreilles attentives.

En une poignée de secondes, la vingtaine d'individus se déploie. Attrapés en chemin, les panneaux de signalisation, conteneurs poubelles, barrières métalliques et autres objets imposants obstruent désormais le passage. Une ribambelle de ruban rouge et blanc apporte une touche finale à cette barricade de fortune. Il est 6 heures : le blocage du chantier de la piscine olympique d'Aubervilliers peut commencer. Un de plus...

L'histoire a commencé le 30 juin 2020. Au lendemain de sa défaite aux élections municipales, l'ancienne maire communiste de cette ville de banlieue parisienne, Mériem Derkaoui signe dans une totale opacité un marché avec le groupe de BTP, Spie Batignolles. Objectif : construire une piscine d'en-

¹ <https://reporterre.net/Presidentielle-Tour-des-luttes>

entraînement pour les nageurs des Jeux olympiques de Paris 2024, à proximité immédiate des jardins ouvriers des Vertus. Alors, les locaux s'interrogent : sont-ils concernés par cet aménagement ?

Avec un taux de pauvreté évalué à 44 % en 2020, Aubervilliers se place en sixième position du classement des villes les plus pauvres de France. En France, le taux de pauvreté était de 14,6 % en 2019. © Emmanuel Clévenot / Reporterre



Architecte à l'esprit militant, Ivan Fouquet va leur apporter des réponses en étudiant de près les plans du chantier :

"J'ai découvert que ce n'était pas la piscine qui allait grignoter les parcelles de potagers, mais une extension du bâtiment... censée accueillir un centre fitness et un solarium !"

"Tant qu'ils n'auront pas bétonné, on se battra et on viendra les emmerder !"

Dès lors, ces quelque 4 000 mètres carrés de terres nourricières, menacées de destruction, sont rebaptisées "Jardins à défendre" (Jad). La lutte s'organise et les recours en justice se multiplient... En vain : le 2 septembre 2021, escortée par la police, une pelleteuse pénètre dans les jardins et détruit les dix-neuf parcelles de potager, créées en 1935. Quatre mois plus tard, foreuses et palissades métalliques ont remplacé potirons et navets. Les travaux avancent inexorablement, mais le petit collectif de défense des jardins refuse d'abandonner :

"Tant qu'ils n'auront pas bétonné, on se battra et on viendra les emmerder !"



Une barricade de bric et de broc empêche les camions d'accéder au chantier. © Emmanuel Clévenot / Reporterre

Il est 6 h 03 lorsqu'au loin, les phares du premier camion percent l'obscurité. Surpris, son conducteur entame une manœuvre et se gare, en warning, sur la piste cyclable. Militante de la première heure, Bulle part à sa rencontre deux tasses de café en main :

"Vous savez, à Aubervilliers, il n'y a que 1,42 m² d'espace vert par habitant. C'est quinze fois moins que la plupart des grandes villes de France !" tente-t-elle de lui expliquer.

Les normes fixées par l'Organisation mondiale de la santé et la Région Île-de-France recommandent pourtant une surface minimale de 10 m² par riverain².

"Arrêter la bétonisation, c'est un projet pour rendre notre pays plus humain, au fond plus beau."

Cette déclaration, Emmanuel Macron l'a faite aux membres de la Convention citoyenne pour le climat³, en juin 2020. À l'occasion de la loi Climat et résilience⁴, l'intégration de l'objectif "Zéro artificialisa-

² https://www.iledefrance.fr/espace-media/applic/js/rapports_cp-cr/2017-03-09/rapportsPDF/CR2017-50.pdf

³ <https://reporterre.net/Convention-citoyenne-pour-le-climat>

⁴ <https://reporterre.net/Loi-Climat-trop-de-derogations-affaiblissent-la-lutte-contre-l-artificialisation-des-sols>

tion nette" (ZAN), au Code de l'urbanisme, devait permettre de concrétiser les promesses du chef de l'État. Pourtant, force est de constater que les discours politiques ne semblent d'aucun secours dès lors que les promoteurs immobiliers jouent la carte du porte-monnaie.

Chaque année, en France, l'équivalent de la surface de la ville de Marseille disparaît ainsi sous le béton. Ne bénéficiant d'aucune protection réelle, les jardins ouvriers et familiaux sont en sursis permanent. Et pendant son quinquennat, Emmanuel Macron n'a rien fait pour les préserver. Ainsi, à Grenoble, Dijon, Marseille, Besançon, Fleury-Mérogis⁵ ou encore Tourcoing, ils ont succombé à l'extension urbaine.

"D'un point de vue environnemental, on est au summum de l'absurdité"

Propriétaire d'une parcelle qui échappe pour l'heure à la destruction, Dolorès Mijatovic connaît bien la législation qui encadre les jardins ouvriers. Portée par le député Jean Royer, la loi du 10 novembre 1976 impose, en cas d'expropriation, une réinstallation des jardins... ailleurs.

"Certes, c'est une compensation pour les jardiniers, mais qu'en est-il pour la terre ? Ici, ils nous ont proposé de raser une petite forêt de l'autre côté du Fort d'Aubervilliers, pour réimplanter nos jardins, se révolte la cinquantenaire. D'un point de vue environnemental, on est au summum de l'absurdité ! Au résultat, il y aura quand même plus de terres bétonnées."

Des idées pour protéger les jardins ouvriers et familiaux, les militants en ont à revendre. Sans exception, tous s'entendent à dire que l'artificialisation des terres nourricières en zone urbaine doit être purement et simplement interdite dans le Code de l'urbanisme :

"Il y a en plein des interdictions dans notre société", s'écrie Bulle, camouflée sous une épaisse écharpe en laine. "On n'a pas le droit de griller un feu rouge, alors pourquoi on n'aurait pas l'interdiction de raser des potagers ?"

Son regard est soudainement happé par la lumière vive d'un gyrophare. Il est 7 h 07 et une première patrouille de police débarque sur les lieux du blocage.

La police, rapidement sur place, finira par démonter la barricade. © Emmanuel Clévenot / Reporterre

Une fois le dialogue entamé avec les forces de police, la jeune femme poursuit ses "propositions de campagne" :

"Mieux encore ! Nous pourrions collectiviser les jardins. Les écoliers, comme les habitants des cités environnantes, y auraient un accès libre et en profiteraient pour réapprendre les savoirs essentiels qui se sont perdus."

Bulle plaide enfin en faveur de l'instauration d'une loi proactive, qui ne permettrait pas uniquement de protéger les jardins mais d'en créer davantage :



⁵ <https://reporterre.net/Dans-les-quartiers-populaires-les-jardins-familiaux-disparaissent-sous-le-beton>

"Chaque commune serait par exemple obligée d'allouer une petite partie de son territoire à la création de nouvelles parcelles."

Le compte à rebours est lancé. Dans 92 jours se jouera le premier tour de l'élection présidentielle. Pourtant, les cœurs semblent vides d'espoir.

Trentenaire, Tom⁶ a déjà connu la déroute de la Zad du Triangle de Gonesse :

"Les responsabilités ne reviennent pas uniquement à la droite. Les socialistes et les communistes participent aussi à la disparition de l'agriculture urbaine dans les quartiers populaires."

Un nuage de buée s'échappe de sa bouche. Les mains engourdis par le froid, il poursuit :

"Typiquement, lorsque ça a commencé à puer à Aubervilliers, Anne Hidalgo a bizarrement disparu des radars. Plus un mot ! Ça me désole de voir à quel point ils chient sur les gens des cités."

"Reposer ses espoirs sur les politiques, c'est s'assurer de finir déçu"

Ce pessimisme à l'égard de la présidentielle, Dolorès Mijatovic le partage :

"Reposer ses espoirs sur les politiques, c'est s'assurer de finir déçu."

Si les jardins d'Aubervilliers profitaient du statut protecteur de zone naturelle jusqu'en 2020, un simple vote au conseil de territoire de Plaine Commune aura suffi à les transformer en zone constructible.

"Vous voyez : une loi protectrice, c'est chouette ! Mais ils trouveront toujours le moyen d'y déroger. Quand c'est classé, ils déclassifient. L'argent l'emporte sur tout", conclut la jardinière.



"Le Grand Paris Express, les Jeux Olympiques... C'est une opposition globale qui doit s'inscrire sur le temps long." © Emmanuel Clévenot / Reporterre

Si le changement ne peut venir verticalement, sous la seule impulsion des élus, alors quelles solutions reste-t-il ?

"La mobilisation citoyenne, pardi ! Les gens doivent prendre en main leur quartier, changer de mentalité et ne plus être soumis au bon vouloir des grandes entreprises".

Albertivillarien, Fabien n'a jamais eu de jardin. S'il a rejoint cette lutte, c'est pour prôner une transformation globale du système, où l'écologie populaire serait le maître mot.

"Pour Aubervilliers, c'est mal embarqué, reconnaît-il avec un brin d'amertume. Mais même si l'on échoue ici, ce sera des jalons posés pour les batailles à venir. Le Grand Paris Express, les Jeux Olympiques... C'est une opposition globale qui doit s'inscrire sur le temps long."

⁶ Prénom d'emprunt.

La lueur brillante et orangée de l'aurore se dévoile à l'horizon, découpant les silhouettes des tours grisâtres de la ville. Stationnés en file indienne sur le bas-côté, une vingtaine de camions attendent que l'accès au chantier se libère. Deux nouvelles patrouilles sont venues renforcer les rangs des policiers. Telle une meute à l'affût d'une proie, ils se rapprochent d'un geste commun et démantèlent la barricade.

Il est 8 h 15. Le blocage prend fin et les militants s'éloignent, sans protester. Ils reviendront.

Après cet article

- Reportage — Lutttes : [Près de Paris, les "Jardins à défendre" résistent aux Jeux olympiques](#)